

letemps.ch – 12. avril 2022 07:32

Economie

## Viktor Vekselberg, cet oligarque «suisse» de moins en moins fréquentable

*Domicilié à Zoug, le milliardaire russe a toujours eu des relations compliquées avec l'industrie suisse dans laquelle il a beaucoup investi. La guerre en Ukraine et les sanctions américaines en font un partenaire encore plus délicat, même s'il n'est pas dans le radar de la Suisse et de l'Union européenne*

**Mathilde Farine**

Alors que les autorités américaines s'apprêtaient à saisir son yacht et son Airbus, Viktor Vekselberg, lui, s'arrangeait pour mettre à l'abri un autre de ses appareils. Samedi 2 avril en fin d'après-midi, son Bombardier Global 6000 décollait de l'aéroport de Bâle et atterrissait six heures plus tard à Noursoultan au Kazakhstan, pays allié de la Russie.

Deux jours plus tard, les autorités espagnoles mettaient la main sur le yacht du milliardaire russe à la demande des Etats-Unis. Mesurant près de 80 mètres de long, évalué à quelque 90 millions de dollars, le dénommé Tango était dans le viseur de Washington depuis le 11 mars. Pour les autorités américaines, la proximité de Viktor Vekselberg avec le pouvoir russe est indéniable. Elles l'avaient d'ailleurs déjà mis sous sanctions à partir d'avril 2018 avec six autres oligarques, invoquant l'annexion de la Crimée mais aussi l'implication russe en Syrie.

### Dans le paysage depuis quinze ans

Sanctionné également par le Royaume-Uni, Viktor Vekselberg, qui dément pourtant toute proximité avec le Kremlin et a toujours dénoncé les sanctions comme injustes, n'est pour l'heure pas dans le radar de l'Union européenne. Et donc pas non plus dans celui de la Suisse, pays avec lequel il entretient de nombreux liens. Il y est officiellement domicilié depuis dix ans, même si beaucoup doutent de sa présence réelle à Zoug. Ses participations dans l'économie suisse sont, elles, véritables et importantes.

Avec une fortune évaluée à 5 milliards de dollars, Viktor Vekselberg n'est pas le plus riche Russe présent en Suisse. «Gennady Timchenko possède plus d'actifs. Mais Viktor Vekselberg fait partie du paysage industriel suisse depuis quinze ans. C'était un peu «notre oligarque russe», avant qu'il ne soit sanctionné», estime Michael Derrer, entrepreneur et professeur d'économie à la Haute Ecole spécialisée de Lucerne, spécialiste de la Russie, l'Ukraine et l'Europe de l'Est.

Ce fan des œufs Fabergé – il serait le plus grand collectionneur du monde de ces objets de luxe ayant appartenu aux tsars – est né dans l'ouest de l'Ukraine en 1957. Venant d'un milieu modeste, de père ukrainien juif et de mère russe chrétienne, son parcours est d'abord celui d'un chercheur formé à l'institut des ingénieurs du transport de Moscou, où il rencontre son épouse.

Il travaille dans la recherche avant de suivre la trajectoire typique des autres oligarques russes qui ont profité de l'éclatement de l'Union soviétique et des privatisations qui ont suivi. Lui s'est concentré d'abord sur le cuivre, puis l'aluminium avant de fonder le conglomérat Renova, actif dans les métaux et le pétrole. Brièvement devenu l'homme le plus riche de Russie en 2012, lorsqu'il vend sa participation dans la coentreprise TNK-BP à Rosneft, il a

depuis été rattrapé et dépassé par d'autres oligarques, mais il fait toujours partie des dix plus riches russes, selon Forbes.

Le yacht de Viktor Vekselberg, lors de sa saisie en Espagne, le 4 avril 2022. © JUAN POYATES OLIVER / via REUTERS

C'est vers le milieu des années 2000, lorsqu'on lui prête la volonté de sortir des capitaux de Russie, qu'il commence à s'intéresser à la Suisse. «Il voulait s'y établir et investir dans des entreprises industrielles qui pourraient ainsi avoir accès au marché russe et y transférer aussi des connaissances», explique quelqu'un qui le connaît et qui préfère garder l'anonymat. Avec d'autres, il aide l'oligarque à s'installer et à créer des contacts. A l'époque, beaucoup en Europe pensent qu'il faut coopérer avec la Russie, dont les ressources sont aussi vastes que nécessaires. Viktor Vekselberg crée Renova Management en Suisse en 2005 et prend un peu plus de 12% du capital de la société immobilière Züblin.

### **Amende et incidents diplomatiques**

Mais les rapprochements sont souvent, au mieux, brusques ou mal accueillis. Chez Sulzer et OC Oerlikon, il entre d'abord de façon couverte dans le capital à travers des sociétés d'investissement qu'il a créées avec des partenaires autrichiens en 2007. Dans le cas de Sulzer, lorsqu'il sort du bois, après avoir repris les parts des Autrichiens, il faut six mois pour que les actions soient enregistrées, le président de l'époque multipliant les oppositions et suscitant un incident diplomatique entre les deux pays.

Sa prise de participation dans OC Oerlikon fait l'objet d'une enquête qui lui vaut une amende alors record de 40 millions de francs de la part du Département fédéral des finances qui l'accuse de ne pas avoir respecté le devoir d'annonce. Amende, qui s'immiscera dans les discussions entre les présidents russe, Dmitri Medvedev, et suisse, Hans-Rudolf Merz et qui sera finalement annulée par le Tribunal fédéral.

### **Difficile de coopérer**

Chez Swiss Steel, des tensions existent aussi avec l'actionnaire majoritaire. «On s'est assez rapidement rendu compte qu'il était difficile de coopérer. Il faisait confiance surtout aux Russes, plaçait ses hommes de confiance et ne voulait rien entendre d'autres personnes», poursuit notre interlocuteur.

Pourtant, reprend notre source anonyme, «Viktor Vekselberg a été un investisseur fiable, qui a tenu ses promesses en restant présent à long terme.» Des gains, difficile de savoir si le Russe en a vraiment réalisé. Entre le fait que les positions ont été acquises pour la plupart avant la crise financière de 2008 – donc à un sommet de la bourse –, qu'il a fallu restructurer, voire injecter des fonds dans certains cas, ce n'est pas sûr. Sans compter les dividendes gelés de Sulzer depuis les sanctions de 2018.

### **Un «poids» pour les entreprises**

Car ces dernières posent un vrai problème à ce supporter de Donald Trump. Comme il détenait alors plus de la moitié du capital de Sulzer, cette dernière figure brièvement sur la liste américaine avant que l'oligarque réduise sa participation.

Même en se mettant en retrait, «il est devenu un poids pour ces entreprises et il devrait vendre, estime encore notre source. Bien sûr, Sulzer ne veut pas froisser son actionnaire principal et dit que tout va bien. Mais notamment aux Etats-Unis, beaucoup risquent de choisir un concurrent, quand c'est possible.»

De son côté, Michael Derrer suppose «qu'il existe des solutions juridiques pour qu'il puisse continuer ses activités. L'usage de personnes et de firmes interposées, de constructions offshore, de trusts et fondations est typique pour le milieu d'affaires russe et pourrait s'avérer utile.» Pour ce qui est de la réputation, poursuit l'expert, c'est une autre histoire. En

témoignent les actions des entreprises qui «semblent être cotées en dessous de leur potentiel en dépit des bons résultats opérationnels». Il semble en outre «perdre de son influence dans les conseils d'administration à cause de son image ternie par les sanctions», tandis que «les relations avec les banques ne s'amélioreront guère non plus.»

Quant au risque que l'étau se resserre avec des sanctions européennes et suisses, Michael Derrer estime que «dans le contexte actuel tout est possible». Ce serait en tous les cas une étape dans les relations déjà ambivalentes entre l'oligarque et la Suisse.